

# André Rocchi décline ses idées sur le traitement des déchets

Le maire de Prunelli-di-Fium'Orbu dévoile les alternatives à l'enfouissement et à l'incinération qu'il a présentées, avec son collègue maire de Vighjaneddu, aux présidents de l'Exécutif et de l'office de l'environnement

**N**ous sommes à la tête de deux communes sacrifiées, victimes de la stratégie du tout enfouissement. Plutôt que de continuer à nous lamenter sur notre sort, nous avons décidé de réfléchir, ensemble, à des solutions d'avenir". Maires des deux dernières localités de Corse abritant encore des centres d'enfouissement technique en activité, André Rocchi et Joseph Pucci sont également adhérents du même mouvement, le PNC. À ce titre, les premiers magistrats de Prunelli-di-Fium'Orbu et Vighjaneddu ont soumis aux présidents de l'Exécutif et de l'office de l'Environnement leurs idées pour sortir de la crise des déchets "par le haut".

"Nous avons eu une série d'échanges avec eux et ils ont été très attentifs à nos propositions, explique André Rocchi. Nous avons largement évoqué le plan de la CdC, que nous soutenons, et les solutions transitoires, comme le stockage, qui ne doit pas être traité comme un déficit public." Cette période transitoire va entraîner, de facto, une accumulation de "matériaux mous dont certains ne rentrent pas dans l'économie circulaire", regrette le maire de Prunelli.



André Rocchi, maire de Prunelli-di-Fium'Orbu, pense que la période transitoire de 3 ans doit être mise à profit pour préparer l'avenir. /PHOTO P.B.

Pour André Rocchi, il faut s'extraitre du débat actuel qui oscille trop souvent entre la stratégie du tout enfouissement et le recours à des techniques d'incinération. Alors que, toujours selon lui, des alternatives existent et sont porteuses d'espoir pour l'avenir de la Corse. "La solution passe évidemment par

le tri et le surtri. Mais aussi par le fait de taper là où ça fait mal, c'est-à-dire au portefeuille, argumente le maire de Prunelli. Nous proposons également la mise en place de plusieurs sites expérimentaux où les déchets qui sont les plus redoutés par les populations, les fermentescibles, pourraient être récupé-

rés dans des sacs, avec des financements de la CdC. Une évaluation en sortie d'expérimentation permettra de trouver le modèle le plus intéressant, le plus vertueux et le plus performant."

## Retour à la consigne et recyclage du plastique non transparent

Autre idée développée par André Rocchi : le retour à un système de consigne pour certains produits. Il pense notamment aux bouteilles en verre mais aussi à celles en plastique, que l'on pourrait rapporter dans de grandes enseignes commerciales moyennant une prime. "L'idée, à terme, serait d'interdire les bouteilles d'eau en plastique sur le territoire de Corse, car elles sont suspectes de véhiculer des perturbateurs endocriniens", ajoute le maire de Prunelli, qui reprend là sa casquette de médecin prônant donc la généralisation de l'usage du verre, une molécule inerte.

Localement, André Rocchi souhaite aussi la "sécurisation" et la pérennisation de l'entreprise Francischi, basée à Aghjone. "Aujourd'hui, cette entreprise traite 17 000 tonnes

de biodéchets et de déchets verts, alors qu'elle pourrait en absorber 30 000 tonnes", regrette-t-il.

Autre idée mise en exergue par le maire de Prunelli : la création d'une unité de recyclage pour le plastique non transparent. S'inspirant d'un article de presse et des travaux d'un groupe alsacien spécialisé dans l'isolation et l'étanchéité du bâtiment, il argumente avec des chiffres nationaux. "Il faut savoir qu'aujourd'hui en France, seulement 26% des emballages en plastique sont recyclés. Il s'agit des plastiques non complexes, c'est-à-dire transparents. Les autres, type bouteilles de lait ou bouchons, pourraient pourtant devenir une ressource de haute valeur", développe-t-il. André Rocchi verrait bien l'implantation d'une usine sur le territoire corse, qui pourrait traiter et valoriser ces plastiques complexes en créant de nombreux emplois directs et indirects. "Il faut absolument mettre à profit cette période transitoire qui devrait durer au moins trois ans pour préparer l'avenir. Afin que les sacrifices qui ont été demandés à nos territoires débouchent sur quelque chose de positif", conclut le maire de Prunelli.

I.V.